

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Compte-rendu d'exercice des délégations du Conseil Municipal au Maire

- Signature d'un marché avec l'UGAP pour la location / maintenance de photocopieurs.
- Information sur les Déclarations d'Intentions d'Aliéner pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

N° 1

INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL ET INTEGRATION DANS DIFFERENTES COMMISSIONS

Les démissions de Mmes Evelyne MAYET, Huguette CHEVALIER entraînent l'installation d'un nouveau conseiller issu de la liste « Fiers d'être Renaudins ».

En application de l'article L 270 du Code Electoral, le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller Municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

➔ **Le Conseil Municipal a installé M. Philippe LADUREAU dans sa nouvelle fonction et l'a intégré dans les commissions municipales ci-après :**

Commission de Mme Maarek	Culture et vie citoyenne - Patrimoine - Musée
Commission de M. Filliau Mme Vengeon	{ Image et Projet de Ville – Rayonnement Territorial { Communication - Tourisme - Vie des quartiers { Animation locale
Commission de M. Benois M. Motteau	{ Cadre de vie / Trames verte et bleue / { Services techniques / Eau et Assainissement

N° 2

ATTRIBUTION DU MARCHÉ « FOURNITURE ET POSE DE MENUISERIES ET DE VOLETS ROULANTS ELECTRIQUES A L'ECOLE GILBERT COMBETTES »

La ville a lancé une consultation pour la fourniture et la pose de menuiseries et volets roulants à l'école Gilbert Combettes.

5 offres ont été réceptionnées :

- Sarl AMD Aubert (Villechauve),
- Clozen (Cérelles),
- Sarl Menuiserie Delafond (Château-Renault Cette opération bénéficie de certificats d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif Territoire à Energie Positive pour la croissance verte.

Sur proposition de la commission d'appel d'offres du 23/05/2018 et après délibération,

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a décidé de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse de l'entreprise Clozen**, pour un montant de 140 798 € HT, incluant à l'offre de base de 137 450 € HT, pour un montant complémentaire de 3 348 € HT, un dormant de 84 mm dans la perspective de la pose d'une isolation par l'extérieur. Le montant des certificats d'économie pour ce projet s'élève à 121 664,30 € (soit un reste à charge communal de 19 135,70 € HT).
- **a autorisé Monsieur le Maire à signer le marché avec l'entreprise Clozen.**

N°3

ATTRIBUTION DU MARCHÉ « PRESTATIONS DE SERVICES – ASSURANCES »

Les contrats d'assurance « Dommages aux biens », « Responsabilité civile », « Flotte automobile » et « Protection juridique » se terminent le 30/06/2018. La ville a lancé une consultation en date du 5 avril 2018 avec 4 lots : « Lot n°1 : Dommages aux biens & Risques annexes », « Lot n°2 : Assurances des Responsabilités & Défense recours - Dommages causés à autrui & individuelle accident », « lot n° 3 : Flotte Automobile & Accessoires », « lot n° 4 : Protection juridique & Défense pénale ».

5 prestataires ont transmis une offre.

Sur proposition de la commission d'appel d'offres du 23/05/2018 et après délibération,

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, a décidé de retenir les entreprises ci-après et a autorisé Monsieur le Maire à signer les marchés et tous les documents nécessaires.**

Lot	Prestation	Société	Montant TTC
1	Dommages aux biens	SMACL	14 611,42€
2	Responsabilité générale. Options comprises : - Protection Juridique générale de la Collectivité, - Protection Juridique Maître d'Ouvrage, - Protection Juridique Responsabilité Civile Environnement.	GROUPAMA	5 688,20€
3	Parc automobile	SMACL	8 316,88€
4	Protection juridique générale	Assureur : CFDP Intermédiaire : SARRE	240.72€

Les cotisations assurances de la Ville au titre de 2017 s'élevaient à 45 693,78 € TTC.

Avec les offres proposées dans le cadre de cette nouvelle consultation, les cotisations annuelles pour les 4 prochaines années s'élèveront à 28 857.22 € TTC.

Le gain annuel sera de 16 836.56€ par an, soit 67 346.24€ pour la durée totale du marché.

N° 4

AVENANT AU MARCHÉ « LOT 1 » : TRANCHE FERME : ENFOUISSEMENT DES RESEAUX AERIENS ET REMPLACEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE RUE DE LA REPUBLIQUE - TRANCHE OPTIONNELLE : RENOUELEMENT DES BRANCHEMENTS PLOMB

En séance du 13 octobre 2017, le lot 1 a été attribué à l'entreprise DAGUET TP pour les travaux de d'enfouissement des réseaux, remplacement du réseau d'eau potable et renouvellement des branchements plomb.

Des travaux modificatifs ont été demandés à l'entreprise au titre de la tranche ferme pour des travaux sur le réseau d'eau potable (renouvellement de 7 branchements supplémentaire, de 37ml de canalisation et modification de raccordement), des travaux basse tension (mise en place de plaques de protection mécanique avec gaine renforcée dans tube acier pour réseau en sous-profondeur), des travaux éclairage public (tranchées supplémentaires avec pose de fourreaux) et des travaux pour le réseau téléphonique (tranchées supplémentaires, pose d'une chambre et de plaques de protection).

Des travaux supplémentaires ont également été demandés au titre de la tranche optionnelle pour le renouvellement du réseau d'eau potable rue du 11 novembre et rue Aristide Briand (190 ml).

Ces modifications nécessitent le passage d'un avenant à hauteur de :

- 43 672,80 € HT, soit 52 407,36 € TTC
 - o 30 297,80 € HT pour la tranche ferme, dont 17 229,70 € HT à la charge de la commune,
 - o 13 375 € HT pour la tranche optionnelle à la charge de la commune,

soit un montant total de marché tranche ferme et optionnelle de 387 770,80 € HT – 465 324,96 € TTC.

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**
a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant au marché signé avec l'entreprise DAGUET TP
(37 800 Sainte Catherine de Fierbois), pour un montant total de 43 672,80 € HT.

N° 5

RESTRUCTURATION URBAINE DU QUARTIER BEL AIR – AVENANT AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Lors du conseil municipal du 13 octobre 2017, il a été acté l'adhésion à un groupement de commandes avec Val Touraine Habitat pour la restructuration du quartier de Bel Air afin de coordonner les travaux à réaliser au niveau des bâtiments et des espaces publics. Cette convention précisait les prises en charge respectives de Val Touraine Habitat (192 000 € TTC) et de la Ville (144 000 € TTC) sur la base des limites foncières.

Préalablement au lancement de la consultation du maître d'œuvre, il a été constaté que le coût des travaux de reprise des trottoirs n'avait pas été intégré dans les dispositions de la convention. Les services de Val Touraine Habitat ont évalué la reprise de l'ensemble des trottoirs du périmètre des travaux à 123 000 € TTC dont 60 000 € TTC devant les bâtiments. Val Touraine Habitat a accepté la prise en charge des travaux de réfection des trottoirs devant les bâtiments.

Un avenant à la convention doit être signé pour intégrer la réfection des trottoirs et actualiser le montant des travaux pris en charge par Val Touraine Habitat (252 000€) et la Ville (207 000 €).

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**
a autorisé Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention de groupement de commandes pour intégrer la réfection des trottoirs aux travaux réalisés pour la restructuration urbaine du quartier de Bel Air.

N° 6

ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE DE LA REGIE ILE DE FRANCE POUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES 2019-2022

Le CIG Grande Couronne lance un groupement de commandes pour la dématérialisation pour la période 2019-2022. Ce groupement de commandes a notamment pour objet de permettre aux collectivités d'accéder à moindre coût à des plateformes :

- de dématérialisation des procédures de marchés publics ;
- de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;
- de télétransmission des flux comptables ;
- de dématérialisation des demandes et du suivi des autorisations du droit des sols ;
- la fourniture de certificats électroniques ;

ainsi que l'équipement en prestations de services et fournitures connexes nécessaires au fonctionnement des prestations susvisées, à savoir :

- la mise en place d'un parapheur électronique ;
- la mise en place d'un système de convocation électronique ;
- l'archivage électronique des actes générés par les solutions de dématérialisation.

Chacune de ces prestations est bien entendu à la carte, et libre choix est laissé à la collectivité de sélectionner tout ou partie d'entre elles. Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne est coordonnateur du groupement de commandes. Pour les communes de 5 001 à 10 000 habitants ou établissements de 51 à 100 agents, la 1ère année d'adhésion est de 152 € puis 39 €, soit un total de 269 € pour 4 ans.

Actuellement, la Ville dispose uniquement d'une plateforme de dématérialisation pour les marchés publics.

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a décidé d'adhérer au groupement de commandes pour la dématérialisation,**
- **a décidé de retenir les prestations suivantes :**
 - **La télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité**
 - **Le parapheur électronique**
 - **La fourniture de certificats électroniques**
- **a approuvé la convention constitutive du groupement de commandes désignant le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne coordonnateur du groupement et l'habitant à attribuer, signer et notifier les marchés publics selon les modalités fixées dans cette convention,**
- **a autorisé Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,**
- **a pris acte que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre du groupement et de ces procédures seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.**

N° 7

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE 2018-2024

Le Contrat Régional de Solidarité Territoriale du Pays Loire Touraine définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'internationalisation et d'innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Le programme d'actions adossé au contrat 2018-2024 a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, les quatre communautés de communes du territoire, regroupées sous la forme d'un Syndicat de Pays, et les trois Villes Pôles de centralité ou d'animation.

Dans le cadre du contrat régional, la Région attribue au territoire une enveloppe maximale de 15 501 500 €, réparties entre les priorités régionales. Au titre du contrat régional, une enveloppe de 569 000 € est identifiée pour la Ville de Château-Renault, « pôle de centralité ».

En tant que Pôle de centralité, la Ville de Château-Renault est signataire du contrat régional de solidarité territoriale. La date de signature avec la Région doit être arrêtée prochainement.

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- a autorisé Monsieur le Maire à signer le contrat régional de solidarité territoriale 2018-2024 et tout document afférent.**

N° 8

IMPLANTATION D'UN NŒUD DE RACCORDEMENT OPTIQUE A CHATEAU-RENAULT

Le Syndicat mixte ouvert Val de Loire Numérique a confié à l'opérateur TDF la construction et l'exploitation du réseau fibre optique pour une durée de 25 ans. La société Val de Loire Fibre, qui émane de TDF, a pris contact avec la Ville pour identifier les possibilités d'implantation d'un local technique pour accueillir un nœud de raccordement optique au sein de la Ville. Les premières prises dans les habitations seront opérationnelles en 2019. Le déploiement est prévu jusqu'en 2021.

Le site identifié se situe Chemin de la Planche Brunelle (parcelle AN 474). La société Val de Loire Fibre a sollicité la commune pour l'acquisition gracieuse de 65 m² pour permettre l'implantation du local technique (6 m x 2,48 m). L'intégration paysagère et la construction du local seront préalablement soumises à l'architecte des bâtiments de France dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme.

A la fin de la concession, le local sera rétrocédé au Syndicat Mixte Ouvert Val de Loire Numérique.

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a autorisé l'implantation d'un nœud de raccordement optique rue de la Planche Brunelle sur la parcelle communale AN 474.**
- **a autorisé Monsieur le Maire à céder gracieusement 65 m² de la parcelle AN 474 à l'entreprise TDF pour l'implantation d'un local technique pour l'accueil d'un nœud de raccordement optique.**
- **a autorisé Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette cession.**
- **a pris acte qu'à la fin de la concession, le local sera rétrocédé au Syndicat Mixte Ouvert Val de Loire Numérique.**

N° 9

TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DE LA CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE DU CHATEAU D'EAU DE INFRACOS VERS FREE MOBILE

Le 1^{er} juillet 2016, le conseil municipal avait autorisé le transfert de convention d'occupation concernant l'implantation de relais de radiotéléphonie dans les emprises du château d'eau de Bouygues Telecom vers INFRACOS.

INFRACOS a sollicité la commune en date du 12 avril 2018 pour un transfert de ses droits et obligations à la société FREE Mobile.

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a autorisé INFRACOS à transférer à la société FREE MOBILE les droits et obligations nés dans le cadre de la convention d'occupation du domaine public,**
- **a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant quadripartite prenant acte de cette substitution.**

N° 10

INFORMATION : MODIFICATIONS DE CIRCULATION

Monsieur le Maire informe que des arrêtés de circulation seront pris pour les modifications ci-après :

- **la mise en sens unique des rues Jean Renoir et du Moulin d'Habert,**
- **la création d'un stop rue des Américains,**
- **l'interdiction de stationnement des camping-cars parking de l'esplanade des droits de l'homme.**

N° 11

FRAIS DE REPRESENTATION DU MAIRE

Dans sa séance du 6 février 2017, le Conseil Municipal a autorisé les frais de représentation du Maire, sous production de justificatif à hauteur de 650 € et a permis leur imputation à l'article 6536.

Dans un échange de mél, le Trésor Public a demandé que la précédente délibération soit modifiée afin de préciser les dépenses éligibles aux frais de représentation.

Ainsi, il est proposé que les frais de représentations du Maire couvrent les dépenses suivantes :

- les frais de repas sans limite de montant,
- les frais kilométriques avec application du barème habituel,
- les frais de transport tels que les billets de train (exclusivement en 2^{ème} classe), les tickets de transport en commun....

→ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

a autorisé l'augmentation de 150 € de l'enveloppe initiale (650 €), soit 800 €, pour palier les dépenses effectuées le 27.02.2018 (achat de billets de train pour se rendre au Salon de l'Agriculture à Paris le 02.03.2018, remise de prix à la Ville de Château-Renault).

N° 12

DECISION MODIFICATIVE BUDGET VILLE :

LOTISSEMENT DU FOUR BRULE : CORRECTION DE LA VALEUR DES TERRAINS

A la demande du trésorier et sans aucun impact budgétaire, il est nécessaire de passer des écritures de rectification pour les terrains du four brûlé sur le budget de la commune.

En effet, cette écriture permettra de comptabiliser les transferts de terrain.

→ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

a autorisé la décision modificative suivante :

Investissement

Dépenses

Art. 1068	29 940,99 €
-----------	-------------

Recettes

Art. 2111	29 940,99 €
-----------	-------------

N° 13

CREATION D'UN COMITE TECHNIQUE (CT) ET D'UN COMITE D'HYGIENE DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT), COMMUNS ENTRE LA COLLECTIVITE ET LE CCAS

L'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prévoit qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

De même, l'article 33-1 de la loi précitée stipule qu'un C.H.S.C.T. doit être créé dans les mêmes conditions que celles prévues pour les C.T..

Il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Technique et un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail uniques compétents à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité Technique et d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail uniques compétents pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS ;

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, non titulaires et contrats aidés au 1^{er} janvier 2018 :

. Commune : 111 agents
. CCAS : 2 agents

permettent la création d'un Comité Technique et d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail communs.

Le Maire propose la création d'un Comité Technique et d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail uniques compétents pour les agents de la collectivité et du CCAS,

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

a créé un Comité Technique et un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail uniques compétents pour les agents de la collectivité et du CCAS.

N° 14

FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE TECHNIQUE

Le calendrier électoral prévoit, en fin d'année 2018, le déroulement des élections professionnelles en vue du renouvellement des membres représentants des personnels aux Commissions Administratives Paritaires (C.A.P), Comités Techniques (C.T.), Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T.) et Commissions Consultatives Paritaires (C.C.P.).

La date des élections à ces instances consultatives est fixée au 6 décembre 2018.

Par courrier en date du 10 avril 2018, le Centre de Gestion d'Indre et Loire a demandé aux collectivités de délibérer, au moins 6 mois avant la date du scrutin, soit avant le 6 juin prochain, afin de fixer :

- Le nombre de représentants titulaires du personnel,
- La suppression ou le maintien du paritarisme numérique,
- Le nombre de représentants du collège employeur, le cas échéant,
- Les modalités de vote du collège employeur.

Le Comité Technique de la commune de Château-Renault et de son CCAS est composé de 8 membres titulaire (4 représentants des élus et 4 représentants du personnel) et d'autant de suppléants respectant la même règle paritaire.

Lors de la réunion préparatoire avec les représentants du personnel le 16 mai 2018, il a été convenu ce qui suit :

Maintien du paritarisme :

- 4 sièges titulaires et 4 sièges suppléants pour les représentants du personnel
- 4 sièges titulaires et 4 sièges suppléants pour les représentants élus

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a fixé à 4, le nombre de représentants titulaires du personnel (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants).**
- **a décidé du maintien du paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.**

N° 15

MISE EN PLACE D'UN COMPTE EPARGNE TEMPS

A la demande des agents, et consécutivement à une réunion du Comité Technique,

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a approuvé la mise en place du dispositif du CET,**
- **a autorisé Monsieur le Maire ou un adjoint à procéder à toutes les formalités nécessaires à sa bonne exécution.**

N° 16

FONDS ANCIENS DES ARCHIVES MUNICIPALES : Dépôt aux Archives Départementales

Le dépôt des archives anciennes aux Archives Départementales constitue une obligation légale en vertu du Code du Patrimoine pour les Communes de moins de 2 000 habitants, mais cette faculté existe également pour les communes dépassant ce seuil.

Les archives anciennes comprennent les documents d'Etat-Civil ayant plus de cent cinquante ans, les plans et registres cadastraux ayant cessé d'être en service depuis au moins trente ans et les autres documents d'archives ayant plus de cent ans, conservés dans les archives des Communes.

Le dépôt aux Archives Départementales présente un intérêt certain pour la Commune, notamment, la prise en charge, la restauration et la communication des documents qui sont alors assurés par les Archives Départementales.

Le fait de déposer les archives communales aux Archives Départementales permet d'identifier les documents, d'en apprécier la valeur historique, d'en dresser un inventaire, de les mettre en sécurité et enfin de les mettre à disposition des chercheurs, des historiens et du public.

Les documents déposés restent la propriété de la Commune. Il n'est procédé, dans les fonds d'archives communales déposés aux archives du département, à aucune élimination sans l'autorisation du Conseil Municipal.

Les documents à déposer sont des fonds anciens de Château-Renault.

Conformément à la réglementation,

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

- **a accepté le dépôt aux Archives Départementales de ses archives anciennes pour des raisons de bonne conservation et de sécurité, selon une liste détaillée des dossiers qui sera jointe en annexe de la délibération,**
- **a autorisé Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à ce dépôt.**

N° 17

RECRUTEMENT D'UN ARCHIVISTE VACATAIRE

Afin de mener à bien la gestion et le suivi des archives municipales, une fois le dépôt du fonds ancien effectué aux Archives Départementales d'Indre-et-Loire,

➔ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

a autorisé la création d'un poste d'archiviste vacataire, catégorie B à temps complet, pour une durée minimum de six mois, à raison de 35 heures hebdomadaires, pour exercer les missions suivantes :

- . Tri,
- . Elimination,
- . Classement,
- . Mise en place de procédures pour pérenniser la bonne gestion des archives municipales.

N° 18

CREATION D'EMPLOIS SAISONNIERS 2018

Comme tous les ans il est nécessaire que le Conseil Municipal délibère sur la création d'emplois saisonniers.

→ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**
a fixé le nombre d'emplois saisonniers à créer :

- dans la catégorie Adjointes Techniques 2^{ème} classe : 3
- dans la catégorie Adjoint Administratif 2^{ème} classe : 1
- dans la catégorie Adjoint du Patrimoine 2^{ème} classe : 1

Nombre de saisonniers recrutés : 15

N° 19

EQUIPEMENT DE LA STATION D'EPURATION – MISE EN CONFORMITE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU

La réglementation concernant l'autosurveillance des systèmes d'assainissement a évolué par arrêté du 21 juillet 2015. Dans ce cadre, l'agence de l'eau demande à la Ville de mettre en conformité et équiper la station d'épuration de points de mesure concernant les volumes journaliers déversés. Cela concerne notamment la mise en conformité de la mesure de débit du by-pass (point A5) et le remplacement du point de mesure des temps de surverse installé sur le déversoir en tête (Point A2) par une mesure des débits déversés.

Le coût de réalisation de cette mise en conformité est de 31 999 € HT.

L'agence de l'eau peut apporter jusqu'à 80% d'aide pour la réalisation de ces investissements.

→ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**
a autorisé Monsieur le Maire à solliciter une aide de 80%, soit 25 599 €, auprès de l'agence de l'eau afin de réaliser les mises en conformité du dispositif d'autosurveillance de la station d'épuration.

N° 20

DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE L'ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE A. BAUCHANT

Cette année encore, une équipe de l'association sportive du collège A. Bauchant va porter haut les couleurs de l'établissement et de la ville car 4 élèves, dont 3 originaires de Château-Renault, vont participer au Championnat de France de Raid UNSS, à Espalion dans l'Aveyron, du 27 au 29 mai prochain.

Par courrier en date du 15 mai 2018, l'association sollicite une aide financière de la commune afin de boucler son budget qui s'élève pour la participation à ce championnat de France à hauteur de 1 500 €. Elle précise qu'aucune aide de la part de l'UNSS n'est attribuée pour les championnats de France.

→ **Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,**
a décidé d'accorder une subvention exceptionnelle de 400 € à l'association sportive du collège A. Bauchant.

Fait à Château-Renault, le 31 mai 2018

Le Maire,
Michel COSNIER

